

[Texte]

M. Rossi: Malheureusement, oui.

Très bien. Merci, monsieur le ministre.

The Chairman: I have Mr. Crosby.

Mr. Crosby (Halifax West): Mr. Chairman, if Mr. Lachance wants to ask a question, I have no objection.

Mr. Lachance: Thank you very much.

En fait, j'aurais une question à poser et une suggestion à faire au ministre. On a parlé des mandats de main-forte au début de cette réunion. Mais, il y a une autre suggestion aussi que vous avez faite dans un de vos discours, monsieur le ministre, c'est de réintroduire un projet de loi, éventuellement, qui permettrait aux policiers d'ouvrir, dans certains cas, le courrier. Eu égard au fait que nous avons en plus le rapport de la Commission McDonald et toutes sortes de suggestions qui flottent dans les airs pour rationaliser les techniques d'enquête des forces policières au Canada; eu égard au fait, bien sûr, que c'est votre responsabilité de faire en sorte que les corps policiers aient en main les outils voulus pour poursuivre les criminels et les amener devant les tribunaux; eu égard aussi au fait qu'il existe des libertés fondamentales au Canada qu'il faut respecter et qu'il faut aussi essayer d'assurer un équilibre entre toutes ses valeurs, est-ce que, plutôt que d'agir à la pièce, vous avez considéré la possibilité de soumettre à ce Comité ou éventuellement même à un groupe de travail parlementaire spécial ce qui pourrait être un livre blanc du gouvernement sur les techniques d'enquête au Canada et les outils à donner aux corps policiers pour permettre de poursuivre des criminels en tenant compte des contraintes qui nous tiennent tous à cœur, soit de protéger les libertés fondamentales au Canada?

Mr. Kaplan: The idea of bringing out a white paper is not exactly a method for convincing the committee to support lifting the moratorium on writs of assistance; however, I think it is an idea worth considering. One factor to be given some weight is the committee's workload. I had hoped the young offenders bill—wanted yesterday by all of the provinces—would have been dealt with already; but, this committee has not managed to find time. It still has the access to information bill which has been here a very long time. I do not think this committee, in addition to its other responsibilities, could take on a serious investigation of police procedures, including legislation for the opening of mail. It is not something the government is committed to do.

Mr. Lachance: But you suggested it.

• 1750

Mr. Kaplan: I suggested it, the McDonald Commission suggested it, the Marin Commission has suggested it, so the idea has more support than my own. But the idea that all those things could be postponed while this committee considers problems of police investigations in addition to its other work I think is a bit unreasonable. It is like the Law Reform Commis-

[Traduction]

Mr. Rossi: Unfortunately.

Okay. Thank you, Mr. Minister.

Le président: J'ai sur ma liste le nom de M. Crosby.

M. Crosby (Halifax—Ouest): Monsieur le président, je n'ai aucune objection à ce que M. Lachance pose une question s'il le veut.

M. Lachance: Merci beaucoup.

In fact I have a question and a suggestion to put to the minister. At the beginning of our meeting, we talked about writs of assistance. But you have also in one of your speeches mentioned something else, Mr. Minister, and it is the reintroducing of a bill which would eventually allow policemen, in some cases, to open the mail. Since we have the McDonald Commission report and all kinds of suggestions which have been thrown around to rationalize the techniques of investigation of the police forces in Canada; and since it is, of course, your responsibility to ensure that the police corps has the necessary means to prosecute and bring the criminals before the courts since; also we have in Canada a basic freedom which has to be respected and that we must try to ensure that there is a balance between all these values, do you consider that rather than using a piecemeal approach, you could possibly refer to this committee or eventually to a special parliamentary task force a study which they could do and which could become a government white paper on investigation techniques in Canada and which could be a tool for the policemen to take action against criminals without encroaching on the basic liberties in Canada?

M. Kaplan: Etablir un Livre blanc n'est peut-être pas la façon de convaincre le comité de mettre fin au moratoire se rapportant aux mandats de main-forte, mais cependant votre idée vaut la peine d'être examinée. Il faut tenir compte naturellement du volume de travail effectué par le comité et j'avais espéré que l'on aurait maintenant déjà terminé avec ce bill sur les jeunes délinquants, bill que désirent avoir toutes les provinces, mais le comité n'a pas encore eu le temps de s'en occuper. Le comité doit toujours s'occuper de ce bill sur l'accès à l'information qui traîne déjà depuis très longtemps. Je ne crois pas que notre comité, outre ses autres responsabilités, pourrait s'occuper d'une étude approfondie des méthodes d'enquête policières y compris d'une loi se rapportant à l'ouverture du courrier. Ce n'est pas là ce que le gouvernement s'est engagé à accomplir.

M. Lachance: Mais vous l'avez proposé.

M. Kaplan: Je l'ai proposé; la Commission McDonald l'a proposé; la Commission Marin l'a proposé donc je ne suis pas le seul à l'avoir proposé. Mais quant à croire qu'on peut remettre toutes ces affaires à plus tard pour que le Comité puisse s'occuper de ces questions d'enquêtes policières en plus de ses autres travaux, je crois que c'est là une idée qui n'est pas